

Ce que je défendrais demain, pour vous, à l'Assemblée nationale

La création massive d'emplois, par un grand plan d'investissements dans la rénovation urbaine et thermique, les transports collectifs, les énergies renouvelables et l'agriculture biologique. Avec la promotion de l'économie circulaire, la relocalisation de l'économie, et le ciblage des aides sur les TPE/PME, nous relancerons une dynamique pour notre pays.

La lutte contre la désertification médicale dans nos communes notamment par la création de maisons de santé et centres de santé employant des médecins salariés, l'augmentation du numerus clausus et la reconnaissance de notre circonscription comme désert médical.

Le développement de nos services de proximité : les bureaux de Poste, les crèches, les MJC, autant de services publics et d'associations sacrifiés par les municipalités de notre circonscription ! Les communes doivent soutenir ces structures indispensables à notre quotidien, mais l'Etat doit aussi maintenir les dotations aux collectivités locales et apporter un soutien financier direct à ces services.

Le droit à la tranquillité dans nos communes, par le renforcement des effectifs de Police Nationale, le retour d'une police de proximité sur le terrain, la prévention de la délinquance et la lutte contre la récidive. Loin des coups de menton et des effets d'annonce, nous voulons une politique efficace qui rétablisse vraiment la sécurité dans nos villes et nos villages.

Une alimentation saine pour tous : 50 % de repas bio ou/et issus des circuits courts dans la restauration collective, notamment dans les cantines scolaires.

L'interdiction des perturbateurs endocriniens, responsables de l'explosion des diabètes, des cancers, des problèmes d'infertilité, des pubertés précoces ...

La moralisation de la vie publique : l'obligation d'un casier judiciaire vierge pour tous les élus, la réduction du nombre de parlementaire, le respect du non-cumul des mandats, la limitation dans le temps à 3 mandats successifs pour assurer un renouvellement nécessaire des élus et bannir ainsi les « professionnels » de la politique, l'obligation de présence à l'Assemblée. La suppression des moyens exorbitants actuellement accordés aux anciens présidents de la République et anciens députés, l'encadrement de l'action des lobbyistes en commençant par interdire leur présence au Parlement et prohiber toute remise de cadeaux aux élus.

Un logement décent pour tous : priorité à la rénovation urbaine des quartiers, à l'entretien des résidences HLM et à l'isolation de l'habitat individuel.

La priorité à l'éducation avec la réduction du nombre d'élèves par classe en primaire, particulièrement en réseau d'éducation prioritaire, et la mise en place d'un service public de soutien scolaire. Accroître l'internationalisation des cursus scolaire comme Erasmus. Redonner ses lettres de noblesse à l'apprentissage.

La protection de notre droit du travail et le soutien à la négociation collective au niveau de la branche et non de l'entreprise.

Une société aux côtés des plus fragiles : chacun peut être confronté un jour à un accident de la vie, chômage, maladie, handicap, dépendance. C'est pourquoi je défendrais toujours à l'Assemblée notre système de protection sociale et proposerais l'augmentation du minimum vieillesse, de l'Allocation Adulte Handicapé et de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.